

Délibérations du Conseil Communautaire du 11 avril 2024

L'an deux mille vingt-quatre le onze avril à vingt heures trente, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Castagnos - Soulsens Salle Polyvalente, sous la présidence de Christine FOURNADET, La Présidente.

Date de la convocation : vendredi 05 avril 2024

Présents :Yvan DALAINE (MARPAIS), Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Florence BERGEZ (AMOU), Alain GARBAY (POMAREZ), Pascal CASSIAU (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN), Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Roland GODDE (NASSIET), Gérard GRAZIANI (DONZACQ), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE), Martine HILLOTTE (BEYRIES), Patrick HOURTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Karine LAPOS (NASSIET), Didier LARROUTURE (BONNEGARDE), Alain LUBET (AMOU), Ludovic NOUGARO (POMAREZ), Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN), Jean ROHFRTSCH (GAUJACQ), Dominique TOULOUSE (BRASSEMPOUY)

Absents :

Procurations : Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU) a donné pouvoir à Jean-Pierre DUFOURCQ, Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ) a donné pouvoir à Jean ROHFRTSCH, Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ) a donné pouvoir à Ludovic NOUGARO, Karen RICARRERE (AMOU) a donné pouvoir à Alain LUBET

Représentés :

Nombre de membres afférents	31
Nombre de membres en exercice	31
Présents	27
Pouvoirs	4
Votants	31

N° DEL20240411-008 PEJ Approbation du budget primitif 2024

Après échanges de vues et délibérations, le Conseil Communautaire, décide,

Article 1 -De voter comme suit les propositions nouvelles du budget primitif 2024 du Pôle Enfance Jeunesse :

Fonctionnement

Dépenses	510 000 €
Recettes	510 000€

Vote : à l'unanimité

Signé le 15 AVRIL 2024



Christine FOURNADET



« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département.